

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 21/012/2009 (Public)
ÉFAI
7 avril 2009

Indonésie. Le chef de la police doit enquêter sur le recours excessif à la force par des policiers de Nabire

Amnesty International demande instamment au chef de la police nationale Bambang Hendarso Danuri d'ouvrir immédiatement une enquête sur le recours excessif à la force dont auraient usé des policiers pour disperser une manifestation à Nabire, en Papouasie. C'est la troisième fois que les forces de police de Nabire sont accusées de tels abus depuis décembre 2008.

Le 6 avril 2009, des policiers ont ouvert le feu sur des manifestants dans la région éloignée de la Papouasie, en Indonésie, faisant au moins sept blessés. Selon des sources locales, quatre sont actuellement dans un état critique à l'hôpital ; parmi eux se trouve un écolier de dix ans, blessé par balles alors qu'il rentrait de l'école. Un policier a également été blessé par une flèche. La police avait arrêté au moins 15 militants politiques pour « *rébellion* » avant la manifestation ; ils seraient toujours détenus.

Les 200 manifestants appelaient au boycott des élections législatives à venir et demandaient l'ouverture d'enquêtes sur les violations des droits humains commises dans le passé en Papouasie. Ils célébraient également le lancement de l'International Lawyers for West Papua (ILWP, Avocats internationaux pour la Papouasie occidentale) aux États-Unis, début avril 2009.

Amnesty International est consciente du défi que représente le maintien de l'ordre lors des manifestations. Toutefois, en ouvrant le feu sur des manifestants, les policiers ont peut-être enfreint les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois. Ces deux textes disposent que le recours à la force ne doit être utilisé qu'en dernier ressort, qu'il doit être proportionnel à la menace posée et employé de manière à minimiser le risque de dommages et d'atteintes à l'intégrité physique.

Amnesty International demande instamment qu'une enquête impartiale et indépendante soit menée sur ce qui s'est produit à trois reprises à Nabire, ainsi que sur les méthodes et les armes employées par la police pour le maintien de l'ordre pendant les manifestations. Les autorités devront rendre leurs conclusions et recommandations publiques dans un délai raisonnable.

Les autorités indonésiennes doivent rappeler à l'ordre et traduire en justice les agents

impliqués s'il s'avère qu'ils ont eu recours à une force excessive et ont enfreint les principes de nécessité et de proportionnalité. Elles doivent également mettre en place des mesures et prévoir une formation afin qu'à l'avenir les opérations de maintien de l'ordre se déroulent dans le respect des normes internationales.

Complément d'information

Le 4 décembre 2008, la police a eu recours à une force excessive et disproportionnée contre des manifestants de l'église papoue Kingmi. Le 29 janvier 2009, les policiers ont violemment dispersé une manifestation organisée pour réclamer la tenue sans délai d'élections locales à Nabire. Dans les deux cas, les policiers ont frappé les manifestants à coups de pied, de cannes en rotin et de crosses de fusil. Des balles en caoutchouc ont également été tirées, faisant au moins quatre blessés la première fois et cinq lors de la seconde intervention. Amnesty International n'a pas eu connaissance d'enquête ouverte sur ces faits.

Amnesty International a également reçu des informations selon lesquelles il y aurait eu une descente de police dans les locaux du Conseil coutumier papou le 3 avril 2009. Les locaux auraient été mis à sac par les policiers. Quinze personnes ont été arrêtées, des documents ont été confisqués, ainsi qu'un ordinateur portable, des téléphones mobiles et divers objets. Les policiers affirment avoir trouvé deux armes à feu dans les locaux. Le même jour, la police a arrêté deux militants politiques du port de Jayapura. Quatorze personnes ont été remises en liberté, mais trois militants politiques du Comité national de Papouasie occidental (KNPB) sont toujours en garde à vue pour « *rébellion* ».